

Commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur le traitement des abus sexuels commis au sein et en dehors de l'Église, y compris sur leur traitement judiciaire, et sur leurs conséquences actuelles pour les victimes et pour la société

du

LUNDI 19 FEVRIER 2024

Après-midi

Parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de aanpak van seksueel misbruik, in de Kerk en daarbuiten, met inbegrip van de gerechtelijke behandeling, en de gevolgen op vandaag voor slachtoffers en samenleving

van

MAANDAG 19 FEBRUARI 2024

Namiddag

De openbare commissievergadering wordt geopend om 15.40 uur en voorgezeten door mevrouw Sophie De Wit.

La réunion publique de commission est ouverte à 15 h 40 et présidée par Mme Sophie De Wit.

Audition dans le cadre du volet "Approche au sein de l'Église et des organisations religieuses" de:

- Soeur Mieke Kerckhof, présidente de l'"Unie van de Religieuzen van Vlaanderen" (URV);
- Frère Robert Thunus, président de la Conférence des Religieuses et Religieux en Belgique (COREB);
- Frère Frederic Testaert, abbé de l'abbaye de Postel.

Hoorzitting in het kader van het luik "Aanpak binnen de Kerk en religieuze organisaties" met:

- Zr. Mieke Kerckhof, voorzitter van de Unie van de Religieuzen van Vlaanderen (URV);
- Br. Robert Thunus, voorzitter van de "Conférence des Religieuses et Religieux en Belgique" (COREB);
- Br. Frederic Testaert, abt van de abdij van Postel.

La **présidente**: Monsieur Robert Thunus, je vous rappelle qu'en vertu de l'article 4, § 1, de la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, telle que modifiée par la loi du 30 juin 1996, la commission d'enquête peut prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code d'instruction criminelle. Elle peut notamment entendre les témoins sous serment.

Avant de vous inviter à prêter serment, je tiens à attirer votre attention sur le dernier alinéa de l'article 8 de la loi précitée, suivant lequel tout témoin qui, en faisant une déclaration conforme à la vérité, pourrait s'exposer à des poursuites

pénales, peut refuser de témoigner (cf. également l'article 14, 3, g, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966, ratifié par la loi du 15 mai 1981). Cela signifie qu'un témoin a le droit de se taire lorsqu'il pense que sa déclaration publique pourrait être ultérieurement utilisée contre lui dans une procédure pénale.

Je vous rappelle en outre que, suivant l'article 9 de cette même loi, tout coupable de faux témoignage sera puni d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et privé de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Enfin, je vous rappelle que, suivant l'article 3 de la loi précitée, le secret de vos déclarations n'est pas garanti, sauf s'il s'agit de déclarations faites lors d'une réunion à huis clos et pour laquelle la commission s'est engagée explicitement à respecter le secret. De plus, chaque document que vous remettiez à la commission est susceptible d'être révélé.

Après ces précisions, je vous invite à prêter serment en levant la main et en prononçant la formule suivant: "Je jure de dire toute la vérité et rien que la vérité".

M. Robert Thunus prête serment.

De **voorzitter**: Mevrouw Mieke Kerckhof, mijnheer Frederic Testaert, ik herinner u eraan dat conform artikel 4, § 1, van de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1996, de onderzoekscommissie alle in het Wetboek van strafvordering omschreven onderzoeksmaatregelen kan nemen. Ze kan onder meer getuigen onder ede horen.

Alvorens u te vragen de eed af te leggen, wens ik de aandacht te vestigen op het laatste lid van artikel 8 van bovenvermelde wet, volgens hetwelk iedere getuige kan aanvoeren dat hij, door naar waarheid een verklaring af te leggen, zich zou kunnen blootstellen aan strafvervolging en derhalve getuigenis weigeren (zie ook artikel 14, 3, g, van het internationaal verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten van 19 december 1966, bekrachtigd bij de wet van 15 mei 1981). Dat betekent dat u het recht heeft om te zwijgen wanneer u meent dat uw publieke verklaring later tegen u zou kunnen worden gebruikt in een strafvordering.

Ik wil er vervolgens nog de nadruk op leggen dat u, krachtens artikel 9 van dezelfde wet, voor valse getuigenis kan worden gestraft met een gevangenisstraf van twee maanden tot drie jaar en u voor een termijn van ten minste vijf en ten hoogste tien jaar kunt worden onttrokken uit het recht om te kiezen of verkozen te worden.

Ten slotte wijs ik u erop dat ingevolge artikel 3 van voornoemde wet de geheimhouding van uw verklaringen niet is gewaarborgd tenzij het gaat om verklaringen afgelegd tijdens een vergadering met gesloten deuren en waarvoor de commissie zich uitdrukkelijk heeft verbonden de geheimhouding in acht te nemen. Bovendien is ieder stuk dat u aan de commissie zou overleggen vatbaar voor openbaarmaking.

Na deze verduidelijking vraag ik u de eed af te leggen door de hand te heffen en de volgende woorden te herhalen: "Ik zweer de gehele waarheid en niets dan de waarheid te zullen zeggen."

Mevrouw Mieke Kerckhof en de heer Frederic Testaert leggen de eed af.

De **voorzitster**: U hebt gezien hoe wij te werk gaan. U krijgt de mogelijkheid om een korte toelichting te geven, waarna wij fractie per fractie vragen zullen stellen. We zullen niet alle vragen na elkaar stellen, want dan wordt het een lange vragenlijst die niet bij te houden is. Daarna volgt misschien een debat.

Robert Thunus: Madame la présidente, mesdames et messieurs de la commission parlementaire, je m'adresse à vous en tant que président de la COREB, qui est la conférence des religieuses et religieux en partie francophone et germanophone du pays. Le président de la COREB est élu par tous les membres. Je vais vous expliquer en quoi consiste la COREB. C'est peut-être un peu mystérieux pour vous.

En fait, nous sommes une association, comme une

plateforme, qui regroupe tous les supérieurs majeurs masculins, féminins, de congrégations apostoliques ou monastiques présentes en Belgique francophone et germanophone.

Cela veut dire que dans cette organisation, cette association, qu'on appelle conférence, chaque institut religieux ou ordre religieux est représenté par son supérieur majeur ou son délégué, sa déléguée, présente en Belgique. Actuellement, il y a pas mal de congrégations religieuses qui sont regroupées en provinces internationales.

C'est mon cas, par exemple. Nous formons l'Europe Centre-Ouest des Frères Maristes. Nous sommes composés de cinq pays: Belgique, Allemagne, Pays-Bas, Irlande, Grande-Bretagne. Pendant pratiquement une vingtaine d'années, le supérieur provincial habitait à l'étranger, était des Pays-Bas ou écossais. Moi, je suis devenu provincial des Frères Maristes en 2019. Actuellement, je suis le régional pour ces cinq pays.

Nous sommes constitués en ASBL et à ce titre, les supérieurs ou leurs délégués se réunissent une fois par an lors de l'assemblée générale.

Le but de notre conférence, la COREB, est de favoriser la collaboration entre les différents instituts religieux dans différents domaines. Cela peut être la formation, la promotion de la vie consacrée, la sauvegarde de l'environnement, la gestion de nos organisations, l'accompagnement des jeunes religieux et religieuses, etc.

Nous assurons le lien entre les instituts religieux et la conférence des évêques et des diocèses aussi bien qu'avec les conférences et associations de religieux au niveau de l'Europe, l'Union des Conférences Européennes de Supérieurs/es Majeurs/es (UCESM), et également au niveau du Dicastère du Vatican pour la vie consacrée. Le Vatican a un département tout à fait dédié à la vie consacrée et c'est la conférence des religieux nationale qui est leur partenaire pour contacter ou transmettre leur message aux religieux du pays. Nous avons également des représentants de la vie consacrée dans différentes instances, principalement dans celles qui concernent l'enseignement catholique en Belgique, mais aussi d'autres instances chrétiennes comme la commission liturgique, le Centre national des Vocations (CNV), Caritas, Justice et Paix et bien d'autres.

Nous avons un site internet qui reprend toutes nos informations: www.coreb.be. Vous y trouverez comment nous sommes organisés et quelles sont les actualités de la vie consacrée dans notre pays.

En fait, étant simplement une plateforme, une association de congrégations, nous n'avons aucune autorité sur les communautés religieuses, congrégations, supérieurs majeurs. Chaque institut ou ordre religieux agit indépendamment, selon son propre droit.

Deuxième point, un petit regard sur la vie religieuse en Belgique. Qu'est-ce que cela recouvre aujourd'hui? Ce sera bref mais cela vous donnera une idée.

Si je compare à 2010, nous comptons pour la COREB 145 instituts et ordres religieux avec 373 communautés et un total d'environ 3 000 membres. Dix ans plus tard, en 2020, nous nous retrouvons avec 100 congrégations et ordres, 212 communautés et 1 680 membres. Aujourd'hui, on est certainement en dessous de 1 500 membres. En dix ans, le nombre de religieux a diminué de moitié. La moyenne d'âge actuelle tourne autour de 80 ans. Le dernier rapport de l'Église de Belgique édité en 2023 mentionne qu'en 2021, nous étions 7 522 religieuses et religieux en Belgique, pour tout le pays, dont 72 % de femmes et 28 % d'hommes. Parmi les hommes, on dénombre 380 frères et 1 723 religieux prêtres. J'établis la distinction entre les deux.

Une autre observation. Si, par le passé, les religieux exerçaient leur mission dans les écoles et les services de santé, ce n'est pratiquement plus le cas aujourd'hui car la plupart des religieux et religieuses sont retraités. Cependant, beaucoup d'entre eux sont encore actifs comme bénévoles, que ce soit dans les services paroissiaux, les associations ou auprès des plus démunis.

Comme vous pouvez le deviner, une bonne partie de nos énergies, de l'énergie des religieux ou des responsables, et de leurs ressources financières est consacrée à l'accompagnement de leurs membres âgés et à leurs soins. Il devient de plus en plus difficile de trouver des personnes capables de porter des responsabilités au sein des congrégations, que ce soit au niveau des communautés ou dans la gestion des œuvres qui ont été créées par leurs soins historiquement. Pratiquement toutes les œuvres fondées par les religieux et les religieuses sont aujourd'hui aux mains des pouvoirs laïcs, d'associations, de pouvoirs organisateurs.

Mon point suivant concerne ce qu'a fait la COREB depuis 2010, on pourrait dire lorsque les abus dans l'Église ont été mis sur la place publique. Lors de la création de la commission Lalieux (2010) et du Centre d'arbitrage, je peux dire que la COREB a travaillé activement et étroitement avec l'Unie van

de Religieuzen van Vlaanderen (URV) et la Conférence épiscopale pour venir en aide aux personnes victimes d'abus sexuels commis par les membres de l'Église et des congrégations religieuses et dont les faits étaient prescrits.

La COREB a apporté tout son soutien à la Fondation Dignity créée par l'Église catholique de Belgique pour la représenter dans ses procédures et régler les indemnisations. Personnellement, je me rappelle très bien d'une assemblée générale extraordinaire de la COREB à l'abbaye d'Ermeton où nous étions rassemblés pour décider de notre participation active dans ce processus visant à rencontrer les demandes des personnes victimes d'abus.

J'ai senti à la fois l'urgence de la réponse concrète à donner et l'unanimité des supérieurs majeurs. À ce moment-là, je n'étais pas supérieur majeur mais j'étais le délégué de mon provincial pour la Belgique francophone.

En 2012, nous avons mis en place, comme les diocèses, un point de contact de la COREB pour les personnes victimes d'abus sexuels commis par des membres des congrégations religieuses. La personne du point de contact actuel accueille la victime d'abus, l'écoute et voit ce qu'elle désire. Elle facilite le contact avec le supérieur majeur concerné mais également avec la justice quand la situation l'exige. Il peut s'agir de faits du passé, à l'encontre de mineurs ou de personnes en situation de vulnérabilité. Mais aussi de cas plus récents. Ce qui nous apparaît nouveau ces dernières années, ce sont les situations d'abus sur des personnes adultes commis par des religieux. Ils peuvent être d'ordre sexuel, d'autorité ou spirituels.

Par exemple, l'an dernier, nous avons enregistré huit plaintes. Cinq femmes et trois hommes. Dans deux cas, il s'agissait d'abus sexuels sur une fille mineure. Trois cas étaient des abus sexuels d'ordre homosexuel sur des hommes adultes et trois cas étaient des abus sexuels sur des adultes, liés à des abus spirituels, par exemple dans un accompagnement spirituel par un confesseur. Sur les huit plaintes, il y a eu deux cas d'abus sur mineur. Cela montre le basculement et le besoin actuel de toute personne de trouver un lieu pour s'exprimer et pouvoir dire ce qui lui est arrivé, et commencer un chemin de guérison.

Comme cela a été dit précédemment par d'autres personnes, lorsque le Centre d'arbitrage a terminé sa mission, les points de contact dans l'Église de Belgique, aussi bien des diocèses que de la COREB et de l'URV, ont continué à offrir un espace de parole et une aide aux personnes victimes d'abus du passé, qui n'avaient pas encore pu

s'exprimer. Nous savons que cela demande beaucoup de temps et de courage pour oser prendre la parole.

Actuellement, notre point de contact est assuré par une religieuse, qui est médecin de formation. Elle est en relation étroite avec le point de contact unique qui couvre les diocèses francophones et la COREB et qui est coordonné par M. Pierre Bernard. Je crois que vous l'avez entendu ici même le 5 février dernier. Et du côté néerlandophone, par Mme Mia De Schampheleere, qui est la coordinatrice du point de contact unique du côté néerlandophone.

Du côté de la COREB, nous faisons un compte rendu annuel lors de notre assemblée générale auprès de tous les supérieurs majeurs, compte rendu qui est inséré dans le compte rendu annuel de l'Église de Belgique sur le suivi des abus commis par ses membres.

Ce rapport général dit, entre autres, qu'entre le 1^{er} juillet 2022 et le 30 juin 2023, 47 nouvelles plaintes ont été enregistrées pour toute la Belgique. L'année précédente, 86 plaintes avaient été prononcées. Mais depuis que le rapport français de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (CIASE) a été publié en 2021, et depuis les émissions télévisées *Godvergeten* sur la VRT, le nombre a augmenté, mais je n'en connais pas les détails.

Les coordonnées de notre point de contact sont clairement mentionnées en haut de la page de notre site internet sous l'onglet "En cas d'abus". L'une des actions de la COREB, comme elle n'a aucune autorité sur les congrégations, a au moins été de pouvoir relayer les règles établies par l'Église de Belgique en matière d'abus. Nous avons fait la promotion et la diffusion des documents de l'Église de Belgique. Ces documents sont aussi accessibles sur notre site internet: *La souffrance cachée, Du tabou à la prévention* ainsi que le *Code de conduite pour les personnes travaillant dans l'Église*.

Nous participons également à la Commission interdiocésaine pour la protection de l'enfance et de la jeunesse. Nous sommes aussi à l'écoute des supérieurs majeurs qui demandent une aide dans le domaine des abus sexuels commis par leurs membres. Par exemple, récemment, un supérieur majeur me demandait si la COREB avait un protocole de prévention. Nous n'en avons pas mais j'ai pu partager celui d'une congrégation qui en avait un, à titre d'exemple. Toujours dans ce domaine, c'est à chaque congrégation d'établir ses règles de prévention et ses protocoles. Nous avons invité nos membres à des formations organisées

par l'Union des religieuses et religieux d'Europe dont le sujet traitait de l'abus spirituel au sein des congrégations religieuses. Il y a eu deux sessions en 2021.

Pour terminer, je tiens à exprimer mon soutien à toutes les personnes victimes d'abus non seulement au sein de l'Église mais aussi dans tous les domaines de la société. Je souhaite que les travaux de cette commission parlementaire puissent contribuer à leur ouvrir un chemin de guérison.

Je vous remercie pour votre attention et je suis à votre disposition pour répondre à vos questions.

Mieke Kerckhof: Mevrouw de voorzitter, geachte commissieleden, ik ben sinds een jaar voorzitter van de URV, de Unie van Religieuzen in Vlaanderen. Ik ben ook heel blij dat mijn voorganger mij hier vergezelt en ook is uitgenodigd door u, zodat vragen die over het recente verleden gaan, ook uit rechtstreekse bron kunnen worden behandeld. De URV is een koepelvereniging, een platform of ontmoetings- en overlegorgaan voor de vrouwelijke en mannelijke religieuzen in Vlaanderen, zowel de contemplatieve als de apostolische congregaties. Wij richten ons tot een goede 250 congregaties en ordes in het Vlaamse landsgedeelte.

De doelstellingen van de URV zijn onder andere dat wij proberen via onze werking de groei naar authentiek en religieus leven en de profetische dimensie daarvan te blijven stimuleren en bevorderen. Een heel belangrijk element in onze werking is ook het bemoedigen van de verbinding of ontmoeting tussen de verschillende ordes en congregaties. Wij ondersteunen ook de visievorming bij besturen en leden van congregaties en ordes, onder andere door het doorsturen van informatie of het beschikbaar stellen van informatie op onze website en vooral door het organiseren van een jaarlijks driedaags congres, waarop de oversten worden uitgenodigd.

Meer en meer focussen wij ons ook op belangrijke deelgroepen binnen de congregaties en ordes met eigen vragen en noden. Denk bijvoorbeeld aan de groep van jongere religieuzen, die steeds kleiner wordt in onze gemeenschappen, en aan gemeenschappen met internationale gebieden. Wij zien ook een kanteling gebeuren: terwijl de Vlaamse congregaties vooral Vlaamse leden hadden, zien wij nu door de missionarissen die worden gezonden naar andere continenten, dat bepaalde congregaties internationaal veel sterker aangroeien dan in eigen land, wat natuurlijk ook eigen, specifieke vragen met zich meebrengt.

Een ander element van onze werking is dat wij ook een communicatiekanaal willen zijn voor nationale en internationale relaties. Ik verwijs, zoals *frère Thunus* al heeft gedaan, naar onze band met de UISG, de internationale vereniging van koepelverenigingen van ordes en congregaties, UCESM, de Europese vereniging, en natuurlijk ook de banden met het Vaticaan.

Ik moet heel sterk onderstrepen dat de URV, net zoals de COREB, geen juridische bevoegdheid heeft ten opzichte van ordes en congregaties. Wij hebben dus enkel een adviserende en ondersteunende functie.

Wij staan in contact met de Bisschoppenconferentie door een halfjaarlijkse ontmoeting met de referent voor de religieuzen. Dat is de bisschop die binnen de Bisschoppenconferentie is aangeduid als contactpersoon. Tot voor kort was dat kardinaal De Kesel. Na zijn opvolging door monseigneur Luc Terlinden is op het moment bisschop Johan Bonny onze contactpersoon.

De *commissio mixta*, de halfjaarlijkse ontmoeting, vindt plaats met de referent-bisschop, de secretaris-generaal van de Bisschoppenconferentie aan de kant van de bisschoppen. Onze kant is vertegenwoordigd door de voorzitter, de vicevoorzitter en de secretaris.

In ons jongste overleg van 15 december 2023 hebben we al een soort van stappenplan afgesproken in verband met wat we gaan doen na de afronding van de werkzaamheden van uw commissie. Een van de elementen van dat stappenplan is dat wij in eerste instantie de monnikreligieuzen, waar de problematiek van het misbruik zich bij uitstek situeert, willen samenbrengen, om nader te bekijken hoe we daarmee zullen omgaan. Voorts zullen we ook de aanbevelingen die hier zullen geformuleerd worden duidelijk communiceren via e-mail en via de website, naar alle congregaties en ordes.

Ik wil ook iets zeggen over documenten. Het is niet nieuw wat ik zal zeggen, ook vandaag heeft het al geklonken. Als er gevraagd wordt naar het beleid van de URV in het kader van misbruik, staan we op dezelfde lijn en werken we samen met de Bisschoppenconferentie. We hebben een gezamenlijk beleid uitgewerkt, dat in een woord is samen te vatten: nultolerantie.

In het verleden werden daarvoor een aantal belangrijke documenten samen geschreven. De titels van die documenten hebben we hier ook al gehoord. Ik wil ze toch nog even herhalen. Het gaat om *Verborgen verdriet, naar een globale aanpak*

van seksueel misbruik in de kerk, uit 2012. Dat is een brochure met een beleidsplan rond misbruik in de kerk en de gevolgen voor de slachtoffers. Heel belangrijk om weten is dat we altijd een beroep doen op deskundigen in diverse domeinen, die ons advies kunnen verstrekken en bijstaan bij het formuleren van aanbevelingen. De oversten in Vlaanderen hebben zich ook ertoe verbonden om de beleidslijnen te volgen. In die tekst van 2012 werd aangekondigd dat er een interdiocesane commissie voor de bescherming van kinderen en jongeren in werking zou treden, wat daadwerkelijk is gebeurd op 1 juli 2012.

Twee jaar later verscheen een verder uitgewerkt beleidsplan onder de titel *Van taboe naar preventie. Beleidslijnen ter preventie van seksueel misbruik en grensoverschrijdend gedrag in pastorale relaties met kinderen en jongeren*. Die tekst werd uitgewerkt door de bovenvermelde commissie. In die commissie zetelen een vertegenwoordiger van de COREB en een vertegenwoordiger van het bestuur van de Unie van Religieuzen in Vlaanderen (URV). In onze situatie van de URV gaat dat over onze vicevoorzitter, pater Paul De Bois. Ook die tekst werd medeondertekend door de URV.

In 2019 ten slotte werd de gedragscode geformuleerd voor wie in de kerk werkt, opnieuw gepubliceerd door zowel de bisschoppen als de hogere oversten. Dat document geldt niet alleen voor mensen die ambtshalve in de kerk zijn tewerkgesteld, maar ook voor wie vrijwillig is geëngageerd en met kinderen of jongeren werkt. Zowel de bisschoppen als de URV en de COREB verwachten dat al wie met die doelgroep omgaat, de gedragscode niet alleen kent, maar ook toepast. Alle teksten zijn te vinden op www.kerknet.be

Vervolgens wil ik het hebben over de evolutie van opvangpunt naar gemeenschappelijk opvangpunt, evolutie die zich de voorbije tien jaar voltrok. Vanaf 2012 had de URV naast de opvangpunten in de respectieve bisdommen ook een eigen opvangpunt om misbruik te melden.

Voor alle duidelijkheid, de opvolging van de melding gebeurde niet door de leden van het bestuursorgaan van de URV, maar gebeurde door het opvangpunt zelf. Het opvangpunt ging zijn eigen weg, volgens het protocol, met het slachtoffer. Wanneer het ging over een gemeld misbruik door een religieus persoon, werd rechtstreeks contact opgenomen met de overste van die broeder of pater.

In 2021 is er dan een gemeenschappelijk opvangpunt gekomen, voor alle bisdommen en de URV samen. Ook nu gebeurt de opvolging van

gemeld misbruik door religieuzen via het gemeenschappelijk opvangpunt, dat opnieuw rechtstreeks contact opneemt met de religieuze overste van de dader.

De coördinator van het Vlaams gemeenschappelijk opvangpunt is mevrouw Mia De Schamphelaere, die u hier al eerder aan het woord hebt gehoord en die wij vanuit de URV bijzonder dankbaar zijn voor haar enorme inzet, samen met de andere leden van dat opvangpunt. Ook hier werkt het opvangpunt in een multidisciplinair verband en - ik kan het niet genoeg onderstrepen – onafhankelijk van de oversten of de URV.

De oversten hebben zich ertoe verbonden om alle meldingen van seksueel misbruik van minderjarigen en kwetsbare personen, die ook meerderjarig kunnen zijn, in een pastorale relatie door te geven aan het gemeenschappelijk opvangpunt. Het bestuursorgaan van de URV heeft geen zicht op de concrete dossiers, wat eigenlijk evident is in het kader van de privacy.

Ook al heeft de URV geen bevoegdheid om iets op te leggen aan ordes of congregaties, toch vinden wij het heel erg wezenlijk om ons verder te blijven inzetten voor bewustmaking, preventie en het benadrukken van het fundamenteel belang van het melden van misbruik aan de bevoegde instanties.

In de periode van de uitzendingen van *Godvergeten* heb ik bijvoorbeeld als voorzitter een brief geschreven naar alle oversten, mannen en vrouwen, waarin ik gevraagd heb heel waakzaam te zijn voor mogelijk gewijzigd gedrag van hun leden, voor signalen die een proces van worsteling doen vermoeden, en dit misschien vanuit de positie van slachtoffer of vanuit de positie van dader. In die brief hebben we dan ook nogmaals het specifieke mailadres doorgegeven van het gemeenschappelijk opvangpunt. Dat mailadres staat ook op de homepage van onze website, urv.be, die we op het moment aan het vernieuwen zijn, zoals ook op de vorige versie. Er is ook de link naar alle relevante informatie voor de religieuzen in verband met het melden van misbruik op de website van kerknet.

Ik heb u al gezegd dat er jaarlijks een driedaags congres is voor alle oversten in Blankenberge. We zijn dat nu aan het voorbereiden. We hebben nu al beslist dat we op de laatste voormiddag ook ruimte zullen maken voor een gesprek over de problematiek waarvoor we hier vandaag samenzijn.

Hiermee heb ik u op een vrij zakelijke manier geïnformeerd over waar de URV voor gaat en voor staat. Dat is de buitenkant van de zaak. Tot slot wil

ik nog iets over de binnenkant zeggen, iets van mijn persoonlijke beleving die ik deel met alle religieuze niet-daders. We zijn diep geraakt en ook geschokt door wat in onze eigen rangen gebeurde. Meer dan ooit weten wij nu wat het gevoel van plaatsvervangende schaamte betekent.

We betreuren enorm wat er gebeurd is en we beseffen ook heel goed dat niets, maar dan ook niets de levenslange pijn van de slachtoffers ongedaan kan maken. We beseffen dat onze excuses tekort schieten. Vanuit onze kant, vanuit de COREB, vanuit de URV, zullen we ons blijven inzetten om in een lijn met de bisschoppen onze achterban, als ik hen zo mag noemen, verder te sensibiliseren om alles te doen wat in onze mogelijkheden ligt om dit in de toekomst te vermijden. Dat zijn we de slachtoffers van gisteren en van vandaag verplicht. Dat zijn we de maatschappij, de kerk en onszelf verplicht.

Bedankt voor uw aandacht.

Frederic Testaert: Ik zal het kort houden, omdat er al veel gezegd is en om overlappingsen en herhalingen te vermijden. De voorbije jaren zijn de religieuzen zich wereldwijd en zeker ook in België en Vlaanderen meer en meer bewust geworden van het feit dat seksueel misbruik niet kan of mag en bestreden moet worden. Zoals u weet, is seksueel misbruik vooral een mannelijk fenomeen. De meeste daders zijn mannen. Dat is ook het geval bij de religieuzen.

Als we het hier hebben over een religieuze gemeenschap of over ordes en congregaties, dan hebben we het vooral over gemeenschappen van paters en broeders, al dient opgemerkt te worden dat er zustergemeenschappen zijn met scholen, of contemplatieve gemeenschappen, die maatregelen hebben genomen om grensoverschrijdend gedrag te voorkomen. Dat is het aspect preventie. Het thema misbruik werd en wordt besproken in de gemeenschappen en is een belangrijk aspect van het beleid in de ordes en congregaties.

Een voetnoot daarbij is dat voor de vele hoogbejaarde religieuzen die in een woon-zorgcentrum of een klooster met aangepaste zorg leven, het thema misbruik minder hoog op de agenda staat. Als men ouder is dan 80 of 85 jaar, lichamelijk of geestelijk met de gezondheid sukkelt, dan is men daar niet elke dag mee bezig.

Bijna alle ordes en congregaties van paters en broeders zijn internationaal. Voor zowel de bestrijding als de preventie van misbruik hebben ze een eigen beleid uitgestippeld dat voor alle leden van hun orde of congregatie overal ter wereld geldt.

Dat beleid moet uiteraard in overeenstemming zijn met het canoniek recht, dus het eigen recht van de kerk, dat de voorbije jaren op het gebied van seksueel misbruik uitgebreid en aangescherpt werd. In talrijke landen, zoals België, wordt samengewerkt tussen ordes en congregaties, en met de bisschoppen. De meeste actieve en 'jonge' paters - jonger dan 60 of 65 jaar - in Vlaanderen hebben deelgenomen of nemen deel aan vormingssessies over het thema misbruik, georganiseerd door de eigen orde of congregatie, of door de bisdommen.

Zoals zuster Mieke Kerckhof al heeft toegelicht, werd en wordt tijdens de jaarlijkse ontmoetingsdagen van de hogere oversten in Vlaanderen aandacht besteed aan misbruik. Ik benadruk nogmaals dat het beleid inzake misbruik in België een gezamenlijk en geïntegreerd beleid is van de hogere oversten en de bisschoppen.

Ik geef nog een korte toelichting bij de screening van de aspirant-religieuzen en de buitenlandse religieuzen die in Vlaanderen werkzaam zijn, ook in het kader van preventie. Vlaanderen is sterk geseculariseerd, Franstalig België trouwens ook. Derhalve zijn er zeer weinig roepingen. Er zijn weinig jonge Vlamingen die zich geroepen voelen om religieus te worden.

Bij mijn weten, maar ik kan mij vergissen, zijn er op dit moment hooguit 6 of 7 jonge religieuzen in opleiding, voor alle orden en congregaties, dus paters en zusters. In de gemeenschappen waar zich aspirant-religieuzen aanmelden, worden zij goed gescreend. Voor een aspirant of een aspirante aan zijn of haar officiaat mag beginnen, en dus opgenomen wordt in de gemeenschap, vinden er talrijke gesprekken plaats met de opleidingsverantwoordelijken en met de oversten. Er wordt ook een beroep gedaan op psychologen, deskundigen van buiten, met wie de aspirant of aspirante een gesprek voert, of zelfs meer dan één. Er wordt nagegaan of de aspirant of aspirante een geestelijke roeping heeft, maar ook of hij of zij op karakterieel gebied evenwichtig is en het gewijd celibaat aankan. Dit laatste is belangrijk met het oog op preventie. Beter voorkomen dan genezen.

Iets over de screening van buitenlandse religieuzen in Vlaanderen dan. Ik meen dat dit ook geldt voor Franstalig België, waar dit fenomeen veel vaker voorkomt. Ik meen dat er in Vlaanderen een 40-tal buitenlandse paters werkzaam zijn als parochiepriester: scheutisten, spiritijnen, salesianen enzovoort. Altijd in overleg met een bisdom, want zij werken hier als bedienaar van de eredienst. Zij worden grondig gescreend voor zij naar hier komen, en eenmaal hier worden zij begeleid door medebroeders en/of door diocesane

instanties.

In Vlaanderen en in Franstalig België zijn er bij mijn weten nooit buitenlandse paters betrokken geweest bij seksueel misbruik. Ik heb geen weet van gevallen dienaangaande. In Vlaanderen is dit fenomeen vrij recent, ik meen 10 of 15 jaar. In Franstalig België is het al veel langer dat jonge paters uit Afrika of Azië naar hier komen.

Ik rond af. Ik sluit mij aan bij wat zuster Mieke Kerckhof en broeder Robert Thunus hebben verklaard. Misbruik zal altijd een aandachtspunt blijven. Waakzaamheid is geboden, ook in religieuze middens en zowel in Vlaanderen als in België, niettegenstaande de vrij hoge leeftijd van vele religieuzen.

Ik dank u voor uw aandacht. Wij zijn bereid te antwoorden op uw vragen in de mate waarin wij ze kunnen beantwoorden.

De **voorzitster**: Wij zullen meteen met de vragenronde starten. Collega's, zijn er vragen?

Valerie Van Peel (N-VA): Mevrouw de voorzitter, ik dank de sprekers.

Mijnheer Testaert, ik vrees dat ook priesters van hoge leeftijd gebaat kunnen zijn bij een gesprek over kindermisbruik. U benadrukte dat nogal vreemd. Ik weet niet of dat een helemaal correcte houding is. Los daarvan, heeft zowel u als mevrouw Kerckhof benadrukt dat u op geen enkele manier binnen uw bevoegdheid een overzicht hebt van wat nu gebeurt, van de aanpak die er nu overal is en van de situering van de daders. Dat blijf ik problematisch vinden. Ik begrijp wel hoe een en ander is opgebouwd, maar ik blijf het problematisch vinden. Ik vraag mij ook af of op dat vlak niets moet veranderen. Hoe kijken jullie daarnaar?

Ten tweede, ik heb een meer specifieke vraag aan jullie beiden, maar ook aan de heer Thunus. Bent u in of buiten uw functie zelf door de jaren heen ooit geconfronteerd met een case? Indien ja, hoe bent u daarmee concreet omgegaan? U hoeft geen namen te noemen. Daarover gaat het mij niet. Ik wil gewoon even aanvoelen hoe een en ander concreet is gebeurd.

Ik dank u alvast voor de antwoorden.

Mieke Kerckhof: U hebt inderdaad goed begrepen dat wij geen juridische bevoegdheid hebben ten aanzien van de congregaties en ordes. Dat belet niet dat wij doorheen de vormingen en ontmoetingen die wij geven, blijven hameren op het feit dat de documenten die niet alleen samen geschreven, maar ook samen ondertekend zijn,

uitgevoerd moeten worden. Een gebrek aan controlemechanismen verhindert niet dat wij dit blijven benadrukken. U zou kunnen zeggen dat we een soort van vakbond zijn, al is dat misschien geen goede vergelijking. Wij geven de richtlijnen mee, maar hoe men ermee omgaat, behoort tot de eigen verantwoordelijkheid. Zo werken de URV en COREB op dit moment.

Zelf heb ik persoonlijk nog geen vraag omtrent een casus gekregen en dus ook nog niet opgevolgd. Als wij een vraag zouden krijgen binnen de URV, moeten wij overigens uitdrukkelijk vragen om contact op te nemen met het gemeenschappelijk opvangpunt. Ik wil echt benadrukken dat de zaken geheel gescheiden zijn, wat overigens correct is. Ook als bij COREB zo'n vraag binnenkomt, zal de te volgen procedure sowieso steeds dezelfde moeten zijn, namelijk de verwijzing naar het gemeenschappelijk opvangpunt.

Frederic Testaert: Wat uw tweede vraag betreft, of ik dat als overste zelf al van nabij meegemaakt heb, kan ik als volgt antwoorden. Ik ken vrij goed een overste die drie jaar geleden geconfronteerd werd met zo'n kwestie. Hij vernam drie jaar geleden dat een van zijn medebroeders aangehouden was door de politie. Over die medebroeder waren nooit klachten binnengekomen aangaande grensoverschrijdend gedrag, noch over misbruik, dus die overste en zijn medebroeders waren zeer verrast. De politie heeft haar werk gedaan, het gerecht eveneens, en die pater werd veroordeeld tot een probatiestraf, die hij momenteel uitzit. In het kader van die straf wordt hij ook begeleid. Met het oog op de toekomst moeten die overste en die pater bekijken hoe het verder moet.

Opgemerkt dient te worden dat dit het gemakkelijkste voor een overste is. Als de politie of het gerecht het kan behandelen, is dat het beste voor het slachtoffer, dunkt mij, dat het recht kan geschieden. Eigenlijk is dat ook het gemakkelijkste voor de religieuze gemeenschap die dan ook de maatregelen kan nemen die genomen dienen te worden.

Voor het overige ben ik nooit van nabij betrokken geweest of is die overste nooit van nabij betrokken geweest bij concrete gevallen van misbruik.

Robert Thunus: S'agissant d'avoir une vision globale, je comprends très bien la question et sa pertinence. Je crois qu'en effet cela fait défaut actuellement et que ça nous stimulerait davantage encore à être plus proactifs auprès des congrégations religieuses, pour les encourager à mettre en œuvre leur protocole. Récemment, une enquête a été faite en novembre-décembre par le centre interdiocésain pour avoir une vue globale de

ce qu'il s'était passé dans la vie religieuse. Ce sont certainement des données qui vont nous éclairer dans les prochaines semaines et les prochains mois.

En tant que responsable d'une congrégation, je n'ai personnellement pas connu de cas précis. En Belgique, le supérieur local – moi, en l'occurrence – délègue un confrère, qui est le délégué à la protection pour la Belgique, comme nous avons la même situation dans les autres pays de notre région, dont je suis responsable.

J'ai dû traiter un cas pénible en Allemagne, c'était le cas d'un directeur d'internat, un confrère, qui a abusé d'adolescents garçons. Cela remonte déjà à pas mal d'années. Il avait tout de suite été écarté du lieu d'apostolat, au contact des jeunes et, avec lui, il y a un contrat, une convention stricte qui a été établie afin qu'il ne puisse plus rencontrer de jeunes. Je ne vais pas entrer dans les détails parce que je n'ai pas ici toutes les mesures qui ont été prises à son encontre.

Maintenant, cela fait un peu moins de deux ans que j'ai dû entreprendre des démarches vis-à-vis de Rome pour l'exclure de la congrégation, parce qu'il continuait à nier ou minimiser les cas d'abus. Le nombre de plaintes augmentait. Il y en avait trois ou quatre, et puis on est arrivé à plus de vingt. La réputation de la mission locale auprès des jeunes était ternie et empêchait presque la mission de continuer. Pour moi, le plus grave, c'est que les victimes ne pouvaient pas admettre que ce confrère soit toujours religieux, même s'il était très encadré afin qu'il ne puisse plus commettre d'abus.

Tous ces éléments, et en plus au niveau de la position de la congrégation internationale... En 2017, j'ai participé au chapitre général de la congrégation internationale. Là, une forte demande a été exprimée par tous les supérieurs pour que, dans nos constitutions, dans nos règles de vie, soit clairement indiquée la procédure à vivre en face des abuseurs. Si quelqu'un a été condamné, il doit être exclu de la congrégation – sauf des cas de force majeure. Par exemple, si on a appris qu'une personne a abusé d'enfants ou de jeunes il y a 50 ans et qu'elle a 80 ans, on va plutôt l'encadrer. C'est plus difficile à comprendre d'exclure quelqu'un qui est devenu dépendant.

Mais en tout cas, les lignes de la congrégation sont très claires actuellement. On a fait plusieurs colloques à Rome pour la congrégation, auxquels j'ai aussi participé, qui ont exigé qu'au niveau de la congrégation, il y ait des protocoles dans chaque province (une province, cela peut être un ensemble de pays) et dans chaque pays en particulier.

En 2017, dans ma congrégation en Belgique, on a adapté le protocole international pour l'actualiser au niveau de la Belgique, en tenant compte de la loi ainsi que des positions de l'Eglise. Voilà un cas très précis que j'ai dû affronter.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Ik dank de sprekers voor deze inleidingen.

Ik wil een vraag stellen aan mevrouw Kerckhof. U benadrukt verschillende keren dat u samenwerkt met of op dezelfde lijn zit als de bisschoppen wat betreft het beleid en welke richting dat moet uitgaan. U weet dat de aartsbisschop Terlinden enkele weken geleden een verklaring heeft afgelegd en heeft meegedeeld dat de kerk bereid is om tussenbeide te komen in de kosten voor psychologische zorg en zelf ook begeleiding wil aanbieden aan de slachtoffers en hun familie.

Aangezien u op dezelfde lijn zit, wil ik de vraag ook aan u stellen voor de Unie van de Religieuzen van Vlaanderen. Zit u wat dat betreft ook op dezelfde lijn? Bestaat ook bij u eenzelfde bereidheid om de slachtoffers van seksueel geweld in de toekomst op dezelfde manier te ondersteunen en hulpverlening en psychologische ondersteuning aan te bieden? Wat is het standpunt van de Unie?

Mieke Kerckhof: De URV zelf kan geen beslissing nemen in de plaats van een congregatie. Elke congregatie heeft haar eigen autonomie en zal die keuze moeten maken. Dat betekent niet dat wij als URV geen aanbeveling kunnen doen om in dezelfde lijn te werken, maar dan nog blijft het de verantwoordelijkheid van de congregatie om die uit te voeren.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Ik heb begrepen dat u een eerder adviserende bevoegdheid hebt ten aanzien van de 250 congregaties en ordes. Ik vraag u welke aanbeveling u als voorzitter zou willen doen.

Mieke Kerckhof: De aanbeveling zal duidelijk zijn, dezelfde als de bisschoppen.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Dat zult u voorstellen en verdedigen en iedereen daarvan proberen te overtuigen?

Mieke Kerckhof: Vanuit een adviserende functie zal ik dat met volle kracht doen.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Dat is een belangrijk antwoord.

Maria Vindevoghel (PVDA-PTB): Ik blijf mij zorgen maken over het feit dat er zoveel schotten zijn. Er zijn de congregaties. Er is de

bisschoppenconferentie. Ik deel de bezorgdheid van mevrouw Van Peel. Wij blijven vastzitten in systemen die ervoor zorgen dat er geen beslissingen kunnen worden genomen. Slachtoffers vertelden ons over priesters die overgeplaatst werden en verder konden doen met hetgeen ze vroeger deden. Dat zijn allemaal zaken die gebeurd zijn.

Elke keer dat er iets gebeurde, komen slachtoffers met hun verhaal. Dankzij *Godvergeten* zijn nieuwe mensen, nieuwe slachtoffers hun verhaal komen doen. Dankzij de zaak-Vangheluwe zijn mensen hun verhaal komen doen. Telkens als er iets gebeurt, komen mensen naar buiten. U spreekt hier over preventiebeleid, over alle systemen die bestaan, om er juist voor te zorgen dat het zou gebeuren, maar ik heb niet de indruk dat het via die weg vlot gelopen is. Het blijft steeds vastzitten.

Ik vraag mij dan af wat er gebeurt met die daders als zij iets misdoen. U zegt dat de congregaties en dergelijke bevoegd zijn, maar u kunt dan niets doen. U zegt dat u een beetje een vakbond bent. Ik ben syndicalist geweest, ik had toch de indruk dat wij meer te zeggen hadden en meer zaken gedaan kregen als er iets fout liep. Ik heb niet de indruk dat dit hier wel gebeurt. Ik blijf dat vrij problematisch vinden.

Mevrouw Kerckhof, ik wil het nog even hebben over machtsposities en het feit dat bijvoorbeeld zusters heel afhankelijk zijn. Een zuster die een misdaad begaat, verliest alles. Komt zij dan op straat terecht? Men zit in een positie dat men niets meer heeft. Zijn dat geen remmen die ervoor zorgen dat het dan niet publiek wordt, dat het dan binnenskamers gehouden wordt, omdat men vastzit in een systeem en anders helemaal overgelaten wordt aan zijn lot en niets meer heeft?

Ten tweede, klopt het dat er over het algemeen minder vrouwen dan mannen zijn? Is dat misschien omdat er te weinig onderzoek naar is gebeurd?

Wij hebben de hele adoptieproblematiek gehoord. Het betrof ook kloosterzusters. Is er genoeg onderzoek geweest, ook binnen de vrouwelijke tak van religieuzen?

Wij hebben gehoord dat het misbruik op een andere manier gebeurt, bijvoorbeeld door zware straffen te geven aan kinderen. Meer vrouwen deden dergelijke zaken. Dat hebben wij gehoord in de verhalen van mensen. Dat zijn zaken die ook zijn gebeurd. Het is misschien op een andere manier gebeurd dan bij mannen. Het zijn echter ook zaken die zijn gebeurd binnen de vrouwelijke kloosterordes en andere.

Mieke Kerckhof: Mevrouw de voorzitter, u hebt een hele resem vragen gesteld. Mocht ik een vraag vergeten te beantwoorden, help mij herinneren wat ik nog moet beantwoorden.

De vergelijking met de vakbond was misschien niet helemaal correct. Laat er ons het OKRA van maken zodat wij ook qua leeftijd in dezelfde orde zitten.

Uw eerste vraag betrof de taboesfeer of de verschillende schotten of onderdelen die u vernoemde. U hebt gelijk. Zoals in vele sectoren zijn veel mensen met hetzelfde bezig. Mijn persoonlijke mening is dat het overleg loopt, dat wordt afgestemd en dat consequent hetzelfde wordt gedaan.

Dat er een lange tijd niet veel is gebeurd en dat een en ander maar gebeurde naar aanleiding van zaken die in de media kwamen en dat slachtoffers op dat moment opnieuw zaken in gang moesten steken, is al even aan bod gekomen in de vroegere namiddag, toen gelijkaardige vragen werden gesteld aan Bruno Spriet.

Het is gewoon een feit dat dankzij de ontwikkelingen van de voorbije jaren het taboe is afgenomen. Slachtoffers durven meer spreken. Ook omstaanders, die deze namiddag ook al zijn vernoemd, durven meer aan de alarmbel trekken. Vele jaren waren in alle sectoren mensen beschaamd om erover te spreken. Als er dan toch over werd gesproken, werden zij bovendien niet geloofd.

Godzijdank is er daar een grote evolutie in en worden mensen au sérieux genomen. We kunnen alleen maar bemoedigen om verder het gesprek aan te gaan en te melden en te bemoedigen om te melden als er echt ervaring is van misbruik. Voor alle stappen die ook dankzij uw commissie gezet zullen worden, namelijk mensen verder mobiliseren, kunnen we niet alleen dankbaar zijn, maar we kunnen daaraan ook zelf verder meewerken.

Bij uw zorg omtrent de zusters die op straat komen te staan, als ze iets fouts gedaan hebben, kan ik mij op dit moment niets concreets voorstellen. Ik weet wel dat als zusters bijvoorbeeld uittreden, uit eigen keuze, ze niet met niets op straat gezet worden. Er wordt congregatie per congregatie bekeken op welke manier er een financiële ondersteuning kan zijn, zodat zij toch wel een doorstart kunnen maken in het leven. Daarvan kan ik vanuit mijn eigen ervaring in onze eigen congregatie getuigen.

Wat het onderzoek naar misbruik door vrouwen

betreft, we krijgen nu de spijtige situatie te horen van internaten waar het fout gelopen is. Er moet inderdaad nagedacht worden over een concrete aanpak. Ook moeten daders gestraft worden. Het is niet omdat het vrouwen zijn, dat ze minder gestraft moeten worden voor daden die gebeurd zijn. Alleen zal het globale plaatje moeten worden bekeken. Hoe zijn die dingen zo kunnen ontstaan? Wat was de bedoeling? Wat is de reden dat die dingen gebeurd zijn? Ook daar moet de waarheid aan het licht komen. Als we daarin een ondersteuning kunnen zijn, willen we die verantwoordelijkheid natuurlijk heel graag mee dragen.

Frederic Testaert: Ik wil een kleine opmerking maken. U zei dat pastoors verplaatst worden. Dat kan vandaag niet meer. Dat gebeurt ook niet meer. Het kerkelijk recht, het canoniek recht, is serieus aangescherpt. Voor daders die veroordeeld worden door het gerecht, zijn er twee mogelijkheden. Als een dader, religieus veroordeeld wordt tot een gevangenisstraf, wordt hij uit de congregatie of de orde gezet.

Als het gaat over een pater, dus een religieus die ook priester is, dan wordt het dossier, nadat het vonnis is geveld, bezorgd aan de Dicasterie voor de Geloofsleer in Rome. In Het Vaticaan gaat men ervan uit dat België een rechtsstaat is en op basis van dat dossier wordt dan van die pater het priesterschap ontnomen. Hij is dan geen religieus meer en ook geen priester meer. Dat zijn natuurlijk straffen die in verhouding staan tot de delicten, maar het nadeel daarvan is dat zo iemand ontsnapt aan controle. Hij is immers geen religieus of priester meer. Dat is een beetje een moeilijkheid. Als een dader wordt veroordeeld tot een probatietijd – dan gaat het over minder zware delicten –, dan wordt het dossier niet noodzakelijkerwijs bezorgd aan de Dicasterie voor de Geloofsleer. Dat hangt af van de ernst van de feiten. Als het gaat over minderjarigen, dan is dat wel het geval, maar als het bijvoorbeeld gaat over misbruik van een meerderjarige, dan wordt het dossier niet noodzakelijkerwijs bezorgd aan de Dicasterie voor de Geloofsleer. Dat hangt er een beetje van af. In dat geval blijft een religieus wel religieus en blijft hij dus ook onder het gezag staan van een overste. Hij blijft ook lid van een gemeenschap en kan professioneel psychologisch worden begeleid en kan ook, zoals men zegt in het Frans, *être encadré*. Broeder Robert heeft dat ook al aangestipt daarnet. Vandaag kan men priesters immers niet meer overplaatsen, gelukkig maar.

Ik heb misschien nog een korte opmerking. Ik spreek ook een beetje uit eigen ervaring, want ik ben ook priester. In de abdij van Postel hebben wij een ontmoetingscentrum en daar komen veel

gasten, honderden gasten op jaarbasis. Daar zijn ook mensen bij die kwetsuren hebben opgelopen en soms vragen zij een gesprek met een pater of een abt. Daar zijn ook mensen bij die misbruikt geweest zijn in hun familie of andere settings, zoals een voetbalclub. Die mensen hebben grote moeite om daarover te spreken. Dat hebt u misschien ook al gehoord in de commissie.

Ik ben geen expert, maar ik vermoed dat veel slachtoffers pas naar buiten komen met hun verhaal naar aanleiding van wat er in de media komt, bijvoorbeeld *Godvergeten*, of de zaak-Vangheluwe. Wanneer zoiets in de media komt, durven zij ook met hun verhaal naar buiten te komen. Ik ben geen psycholoog, dus ik weet ook niet hoe het werkt, maar het is wel zo. Naar aanleiding van *Godvergeten* zijn er, zoals mevrouw De Schamphelaere hier al vermeld heeft, opnieuw slachtoffers naar buiten gekomen, slachtoffers van lang geleden.

Ik heb het al gezegd: ik meen dat men in de toekomst veel beter recht zal kunnen doen aan de slachtoffers, omdat de verjaringstermijnen weggevallen zijn, waardoor de politie en het gerecht veel beter kunnen ingrijpen. Dat is eigenlijk altijd het beste, naar mijn bescheiden mening, voor het slachtoffer, aan wie dan recht gedaan wordt door het gerecht.

Maria Vindevoghel (PVDA-PTB): Ik wil hier toch even op reageren. Ten eerste, dat er zoveel verjaringen zijn, is omdat de kerk altijd de ogen gesloten heeft. De mensen hebben wel dikwijls gezegd dat er een probleem was. Er zijn slachtoffers die hier getuigd hebben: de kerk wist allang wat er gebeurde, maar heeft niets gedaan.. U mag dat echt niet onder de mat schuiven, want dat is gewoon zo.

Ten tweede, er zijn heel wat priesters verplaatst die inderdaad niet veroordeeld zijn. Meer zelfs, Luk Delft is veroordeeld, maar die hebben ze naar Centraal-Afrika gestuurd. Die dingen gebeuren nog allemaal en dat is niet in orde.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Op dat laatste wil ik inpijken. Wij hebben gehoord dat er ook religieuzen uit het buitenland naar België komen en welke screening we dan doen. Zij worden dan priesters in onze parochies. Er is ook een omgekeerde beweging gebeurd van priesters, broeders, paters hier die al dan niet werden veroordeeld, die feiten hebben gepleegd en die toch naar het buitenland konden gaan, mochten gaan, goed wetende dat ze daar wellicht, en sommigen zeker, ook seksueel misbruik en seksueel geweld op minderjarigen hebben gepleegd.

Dan kijk ik naar jullie. Hoe staan jullie daartegenover? Wat zijn jullie adviezen? Wat zijn jullie raadgevingen? Ik begrijp dat jullie geen rechtstreekse beslissingsmacht over de ordes en congregaties hebben, maar wordt er als jullie samenkomen, niet gesproken over een uit te tekenen beleid ter zake? Wordt dan niet gezegd om met verplaatsingen te stoppen en degenen die in het buitenland zijn, terug te roepen. U zult opwerpen dat dat niet gaat, als de betrokkenen gelaïciseerd zijn. Maar er was een lange periode waarin ze nog niet gelaïciseerd waren. Wat is jullie visie? Wat is jullie lijn? Wat is jullie advies? Hoe hebben jullie dat aangepakt binnen de 250 ordes en congregaties?

Frederic Testaert: Het kan niet en het mag niet. Ik ben abt van mijn abdij. Ik zou dat nooit doen. Als een pater beschuldigd wordt of schuldig blijkt te zijn van misbruik, dan zal ik die niet naar Congo sturen. Ik zou dat niet doen. Het is ook in strijd met het geactualiseerde canoniek recht. Het mag dus niet. Als oversten het toch doen, gaan zij hun boekje te buiten.

Ik heb daarstraks gezegd dat het kerkelijk recht is aangescherpt. Sinds 2021 kan een overste of een bisschop ook aangepakt worden door de Heilige Stoel, als blijkt dat hij daders in bescherming heeft genomen of daders heeft overgeplaatst. Als een overste of een bisschop vandaag een pater die schuldig is naar het buitenland zou sturen, dan kan die ook door de Heilige Stoel worden aangepakt. Men heeft het kerkelijk recht aangescherpt. Als oversten hun boekje te buiten gaan, kunnen zij ook aangepakt worden.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Die aanscherping gebeurde in 2021?

Frederic Testaert: Ja

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Voordien waren er dus geen strikte regels.

Frederic Testaert: Meer bepaald, eigenlijk is het vergelijkbaar met burgerlijk recht en ook jullie doen dat wel eens in het Parlement. De regels gelden retroactief. Ik weet niet of u veel wetten goedkeurt die retroactief ingaan, ik ben geen kenner. De regels gaan in voege vanaf het moment dat die nieuwe wetgeving er is.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Dat begrijp ik, maar met mijn vraag bedoel ik of er voordien niet een soort van richtlijn, afspraak of iets soortgelijks was.

Frederic Testaert: Ik ben geen expert op dat vlak.

Maar het kan niet dat religieuzen die schuldig zijn aan misbruik, naar het buitenland worden gestuurd. Dat kan en mag niet.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Zelfs zonder richtlijnen is er altijd nog een moreel element.

Frederic Testaert: Natuurlijk.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): De richtlijn van 2021 heeft men eigenlijk niet nodig om met gezond verstand te beoordelen dat men dit niet doet.

Frederic Testaert: Inderdaad, dat is waar.

De **voorzitter**: Sta me toe om even tussenbeide te komen. In 2010-2011 kende de Kamer de bijzondere commissie Seksueel Misbruik. Kennelijk heeft het nog tien jaar geduurd alvorens het kerkelijk recht op dat punt is aangepast.

Valerie Van Peel (N-VA): Ook ik wil daar graag even op inpikken. Het kan en mag niet, ik hoop dat wij het daarover allemaal eens zijn. Ik kom echter terug bij de vraag van daarnet.

Niemand houdt het overzicht en niemand heeft de verantwoordelijkheid om dat te controleren. Dat mis ik hier echt. Het is niet jullie individuele schuld, maar ik zou het wel in onze aanbevelingen willen opnemen, zodat dit eens verandert. Het kan en mag niet, zo stelt u hier, maar tegelijk mag u het tegen niemand anders zeggen. Dat klopt toch niet? U probeert richtlijnen uit te voeren, allemaal goed en wel, maar als iemand het toch doet, kunt u het niet aanklagen. Daarin voel ik, als u dat echt wil aanpakken, in zekere zin een mismatch.

Frederic Testaert: Dat hangt samen met de structuur van de katholieke kerk. Men heeft het kerkelijk recht aangescherpt op veel van die punten. Ook veel ordes en congregaties, voor zover ik daar zicht op heb, hebben hun eigen wetgeving aangescherpt. Het eigen recht van de ordes en congregaties moet trouwens overeenstemmen met het kerkelijk recht.

Ik begrijp wat u bedoelt. Die schotten maken het inderdaad heel moeilijk. Mensen van buiten begrijpen dat niet en vragen zich af wat dat is. Als abt van Postel ben ik enkel bevoegd voor mijn medebroeders van Postel, net zoals zuster Mieke bevoegd is voor haar zusters.

De **voorzitter**: Hebt u een idee waarom het eigenlijk zo lang geduurd heeft, tot 2021, om die regelgeving aan te passen?

Frederic Testaert: U bedoelt het canoniek recht?

De **voorzitter**: Ja. De commissie in 2010 en 2011 was wel geen onderzoekscommissie, maar heeft toch ook stof doen opwaaien door wat er daar naar boven is gekomen. Ik vind dat men er toch heel lang over heeft gedaan om die regelgeving aan te passen, regelgeving die trouwens altijd al evident had moeten zijn. Dat heeft tien jaar geduurd.

Frederic Testaert: Ik heb daar ook geen verklaring voor, maar ik ben geen expert op dat vlak. Misbruik is in België en in West-Europa heel actueel sinds twee decennia, maar het duurt lang voor dat doordringt tot de hogere echelons. De Romeinse molen maalt langzaam en Rome ligt in Italië en daar werkt alles, van administratie tot gerecht, traag.

De **voorzitter**: Dat hebben we ook gezien in 2010. Als het niet over zijn of haar bisdom of orde ging, dan wist men van niets. Dat was het probleem. We weten dat, maar we zien dat die bewustwording er maar heel langzaam komt en dat verklaart een deel van de boosheid van de slachtoffers vandaag.

Wij horen in deze commissie goede zaken van de mensen die komen getuigen. Als men dan echter ziet dat de bewustwording zo traag gaat en dat de regelgeving zo traag aangepast wordt, terwijl het gaat om iets dat alleen al uit moreel oogpunt een evidentie is, dan begrijp ik heel goed dat de slachtoffers vandaag nog steeds heel boos zijn. Er wordt hier vandaag verteld dat er heel veel inspanningen zijn gebeurd. Wij zien dat en horen dat ook. Als men echter dat eraan toevoegt, dat doet de inspanningen voor een stuk gewoon teniet.

Koen Geens (cd&v): Abt Testaert, u weet misschien dat ik met justitie ben bezig geweest. Hetgeen mij verbaasde – voor één keer veroorloof ik mij verbaasd te zijn – in uw opmerkingen, is dat u zo de nadruk legde op het feit dat het beste is dat Justitie dit oplost. U zei dat het beste is dat recht daar geschiedt. Ik ga mij niet uitspreken over Justitie en over de snelheid waarmee recht daar geschiedt, want Rome gaat traag maar er zijn nog dingen die traag gaan. Het gaat over de manier waarop u het zei.

Ik heb daarstraks ook een vraag gesteld over de *bystanders* en het weggijken. U zei dat het hier slechts gaat over die congregatie. Zou dat erop kunnen wijzen dat uw congregatie, zoals alles ordes, corporaties en groepen van mensen, de indruk en neiging heeft om niet in staat te zijn – en ik zeg niet dat dit niet menselijk is – en liever heeft dat een derde zich ermee moeit? Zo klonk het immers wel.

Ik bedoel hiermee niets verkeerd. Ik vind het echter jammer met betrekking tot de groepen waarin wij allemaal functioneren. Daarstraks zei een dame ons dat het ook in de politiek zo is, dus voel u niet aangevallen.

Het is echter jammer wat u zo dikwijls en bij herhaling aangeeft, namelijk dat het best is dat de rechter dat doet. Ik zal niet vloeken in de kerk, maar wij moeten dat potverdorie zelf doen. Wanneer u dat ziet gebeuren, moet u dat zelf doen. Dat geldt voor mij, voor u en voor iedereen. Wanneer u dat niet doet – met alle respect en ik zeg dat ook tegen de Orde van Geneesheren en tegen de advocaten, magistraten en hun tuchtprocesrecht; ik zeg dat de hele tijd –, dan heet dat corporatisme.

Dat is niet tegen u persoonlijk. Laat het mij echter voor één keer hier in de commissie uiten. In 1789 en in 1791 heeft de verschrikkelijke Franse revolutie geprobeerd alle corporaties in de kerk, die intermediaire machten waren, uit te roeien. Ze zijn allemaal teruggekeerd. Ik ben daar elke keer een harde voorstander van geweest. Ze worden tegenwoordig het middenveld genoemd. Mevrouw Vindevoghel, dat geldt ook voor de vakbonden. Dat middenveld moet ook zichzelf echter opkuisen, niet alleen Justitie. Justitie moet dat ook doen. Justitie moet dat ook met zichzelf doen en doet dat veel te weinig.

U bent nu even het voorwerp van mijn toorn. Laat u dat niet persoonlijk welgevalen. U hebt echter zo dikwijls aangegeven dat het goed is dat recht geschiedt door de rechter. Het zou echter goed zijn, mocht het zover niet moeten komen. Dat is mijn diepe overtuiging voor ons allemaal.

Ik zit hier al bijna vijf maanden. Het is de eerste keer dat ik even toornig word. Het is echter de hoogste tijd dat iedereen zich dat realiseert. Dat is niet om u persoonlijk aan te vallen. Dat is wel het laatste van mijn bedoelingen. Postel is trouwens een zalige abdijs met de beste kazen en het beste bier dat mijn grootouders konden vinden.

Frederic Testaert: Mijnheer Geens, ik dank u voor de reclame.

Een en ander is ook uit reactie bij mij. U stelt immers dat men het toch ziet komen. Mijn ervaring met religieuzen die misbruik hebben gepleegd, is heel beperkt. Ik heb daar dus weinig ervaring mee. Vanuit mijn beperkte ervaring moet ik meegeven dat wij het niet hebben zien komen.

Op een bepaalde dag worden wij geconfronteerd met een geval van een medebroeder die wordt beschuldigd. Over die medebroeder waren er nooit ofte nimmer klachten geweest. Wij zouden hem

ook nooit hebben gezien als iemand die misbruik zou plegen.

Wat is het alternatief? Proberen om een en ander in der minne te regelen zoals vroeger? Er wordt ons terecht verweten dat we vroeger de zaken toedekten en daders eventueel naar het buitenland stuurden.

Persoonlijk vind ik dat dit nog steeds de beste manier is. Men kan natuurlijk beter voorkomen dan genezen, maar als het misloopt en er slachtoffers zijn, dan meen ik dat het gerecht zijn werk moet doen. De regeling in der minne, of met dadingen?

Koen Geens (cd&v): Met alle respect, daarover ging het niet voor mij. Dat weet ik allemaal wel. Ik bedoel dat wij allemaal – excuseer mij – liever wegstappen en wachten. Dat heeft u op een uitstekende manier verklankt. We kunnen het niet zien. Toch wel, we moeten alert zijn. Dat geldt voor ouders. Dat geldt voor vrouwen van mannen, voor mannen van vrouwen. Dat geldt helaas ook voor abten. Dat geldt ook voor de Kamervoorzitter en voor de voorzitter van deze commissie. Dat geldt voor ons allemaal.

Wij mogen niet wegstappen. Dat is het enige dat ik wil zeggen.

Mieke Kerckhof: Ik wil nog even reageren op wat mevrouw Van Peel zei. Ik wil uw zorg delen. We hadden het over de controle. Nu verlaat ik voor alle duidelijkheid mijn URV-stoel en spreek ik als zuster van een diocesane congregatie. In elk bisdom is de bisschop verantwoordelijk voor zijn diocesane congregatie en voor het functioneren ervan.

Elke congregatie in het bisdom wordt bij manier van spreken gevolgd door wat wij visitatoren noemen. Dat zijn mannen en vrouwen die namens het bisdom gelinkt worden aan een bepaalde congregatie en deze van dichtbij opvolgen. Heel concreet treden zij vooral in werking als er een nieuwe overste verkozen moet worden in een congregatie. In voorbereiding daarvan heeft de visitorator een individueel gesprek met elke religieuze van de congregatie. Als tijdens die contacten dingen naar boven komen waarvan men de indruk heeft dat ze niet kloppen, dan is het de verantwoordelijkheid van de visitorator om dit te melden via de gedelegeerde van de bisschop.

Nu ga ik terug naar mijn URV-stoel. Als globale koepelvereniging hebben wij geen controlebevoegdheid over de congregaties. Maar wat de congregaties betreft, is in de structuur van de kerk ingebouwd dat men toch geen vrije vogels kan zijn. In die zin is er wel een opvolging.

Valerie Van Peel (N-VA): Niet specifiek op grensoverschrijdend gedrag?

Mieke Kerckhof: Op alle vlakken, zoals op financieel vlak. Als men merkt dat er gesjoemeld wordt en de boekhouding niet transparant is. Ook dat moet gemeld worden. Het kan bijvoorbeeld gaan over een zuster die iets vertelt dat eventueel door een overste toegedekt zou kunnen worden, dan moet daaraan ook gevolg gegeven worden.

Valerie Van Peel (N-VA): Als koepelorganisatie schrijven jullie bepaalde richtlijnen uit. Eigenlijk zou er al controle moeten zijn om na te gaan of al die richtlijnen in alle bisdommen en ordes ook toegepast worden. Die controle is er niet. Dat heeft u duidelijk uitgelegd. Ik vind dat die er wel zou moeten zijn.

Op diezelfde manier zou, wanneer er iets gebeurt in een bepaalde orde of bisdom, dit moeten worden opgevolgd van bovenuit om te zien of dit op een juiste manier wordt afgehandeld. Bijvoorbeeld, vinden er over de bisdommen heen verplaatsingen plaats? Dat mis ik in de hele structuur van de kerk.

De kerk is momenteel wat ze is. U kunt niets anders doen dan mij deze informatie geven. Maar ik blijf met de vraag zitten of die structuur dan wel zo goed is, wanneer het over deze problematiek gaat.

Daar overtuigt uw verhaal mij nog niet, want dat doen ze wellicht niet. Als er iets bovenkomt, moeten ze het naar boven dragen, maar dat is nog iets anders dan echt controleren en opvolgen.

Robert Thunus: On a parlé ce matin de culture, de changement de mentalité. C'est là la clé. Bien sûr, cela prend du temps. Au niveau des congrégations internationales, on a la chance d'avoir une vue plus mondiale. Dans le monde anglo-saxon, c'est là que cela a commencé à venir dans le public. Je pense que, comme dans notre cas, d'autres congrégations internationales ont pu entendre et être alertées. Elles ont commencé à mettre en place des choses. Cela prend du temps, malheureusement. Même dans l'Eglise au plus haut point, on peut dire que, pour les papes eux-mêmes, il a fallu du temps.

Le premier à proclamer la tolérance zéro, c'était le pape Benoît. Quoiqu'on en dise. C'est le premier qui a parlé de tolérance zéro, que le pape François met en pratique actuellement. Je pense que c'est une révolution dans l'Eglise, dans les rouages de l'Eglise, dans les habitudes, dans la culture, dans la mentalité, d'accepter de voir ça et l'ampleur du phénomène. C'est pour cela que la voix des victimes est tellement importante, pour faire réagir et bouger les choses. C'est dommage qu'il faut

attendre cela, mais on est en train de déplacer un bateau énorme. Cela prend du temps, et cela passe par des personnes concrètes qui arrivent à la conviction qu'il faut faire quelque chose.

Je vais prendre un petit exemple. Il y a quelques années, j'ai été à un colloque à Rome de ma congrégation, avec tous les provinciaux. On parlait des abus au niveau de l'éducation, parce que nous sommes une congrégation enseignante. On est en contact direct avec des centaines de milliers d'enfants dans le monde. L'urgence était là, il faut faire face à cette situation. Je me rappelle avoir vu la réaction de confrères africains, disant: "Chez nous, il n'y a rien du tout." Or, on devine que le phénomène est immense en Afrique, mais ils n'étaient pas encore prêts à laisser tomber le franc.

Cela demande un changement de culture, de mentalité. Et je crois qu'au niveau de la prévention – cela a aussi été souligné ce matin –, c'est là qu'il faut travailler. C'est au niveau de la culture générale de toute la société. On parle de la loi du silence, mais elle était dans toute la société, à tous les niveaux de la société, pas seulement dans les congrégations religieuses.

C'est un phénomène général.

Que faire maintenant? Il faut travailler à toutes les strates. Je vais donner un petit exemple, parce que je le connais. Je fais partie d'un ensemble de pays maristes, dont la Catalogne. Il y a eu malheureusement des cas d'abus dans les écoles des frères en Catalogne. Cela a été un déclic pour mettre quelque chose en route, pour travailler la culture non seulement des écoles. Ils ont travaillé avec des organismes extérieurs pour pouvoir certifier toutes les écoles comme lieux de sécurité pour tous les enfants, avec l'organisme Keeping Children Safe. C'est un organisme auquel on peut faire appel pour évoluer dans nos pratiques.

Le 24 janvier, j'étais à Barcelone. Les frères de Catalogne ont créé la Fondation Diktya, et ont invité une soixantaine d'organismes, de l'Eglise ou de la société civile, pour promouvoir les droits des enfants dans tous les niveaux de la société, dans le monde catholique comme dans le monde civil. Ils mettent du matériel pédagogique au service de tout le monde parce qu'ils ont acquis une expertise à partir des échecs qu'ils ont découverts chez eux. Ils se sont dit qu'ils ne pouvaient pas rester sur un échec, qu'il fallait faire quelque chose. Que pouvons-nous faire dans la société pour créer des espaces sécuritaires pour tous les enfants?

Voilà un exemple de ce qu'il est possible de faire. Cette fondation veut être internationale, on pourra aussi faire appel à elle dans tous les pays

d'Europe. Il faut venir avec des propositions concrètes, audacieuses. Une proposition, c'est, au sein-même des écoles, permettre aux enfants de prendre conscience de leur droit d'élever la voix, de dire non. Il y a toute une éducation qui se fait au niveau des classes. C'est vraiment à tous les niveaux de la société, depuis l'enfant, les parents, les éducateurs, les structures de la société et de l'Eglise, qu'il faut travailler si on veut arriver à un résultat.

J'aimais bien aussi la proposition qui a été faite d'un commissaire général, un peu comme le Délégué général aux droits de l'enfant en Belgique. Mais, pour les victimes d'autres que des religieux ou des membres de l'Eglise, quel est l'espace pour leur prise de parole?

Cet espace existe-t-il actuellement en Belgique afin qu'ils puissent s'exprimer? Il reste encore beaucoup de chemin à faire. Donc, je me dis que cette commission a un rôle national à jouer pour tous. Là, je vous fais confiance, parce que vous avez entendu beaucoup de choses des victimes, et puis aussi les lacunes que nous avons vécues nous-mêmes. Je pense que c'est maintenant l'heure de la détermination. Il faut vraiment saisir les choses à bout de bras.

Nous parlions des supérieurs qui avaient déplacé en Afrique un religieux qui avait abusé. À cette époque-ci, ou même les dix dernières années, pour moi, c'est une faute grave: cela ne peut pas arriver. Avec tous les protocoles que nous avons élaborés au sein de l'Église et des congrégations religieuses, pour moi, c'est aberrant. Je me demande comment c'est possible. C'est une faute grave de la part des supérieurs, qui doit être dénoncée.

Ben Segers (Vooruit): Mijnheer Testaert, ik wilde graag nog even inpikken op uw uitspraak dat u niet meteen had verwacht dat er ook in uw omgeving seksueel misbruik zou kunnen zijn en dat de molens van de kerk traag draaien. Had u dan ook een wake-upcall nodig om tot actie over te gaan? Had u dan meer in het bijzonder geen weet van dossiers van voorgangers van u en hoe daarmee werd omgegaan?

Frederic Testaert: Zoals ik al zei, is mijn ervaring met misbruikgevallen heel beperkt. De abdij van Postel is een kleine, landelijke abdij. Wij hebben nooit een school gehad. Indertijd waren er medebroeders die godsdienst gaven, maar dat is heel lang geleden en er zijn eigenlijk nooit klachten binnengekomen dienaangaande.

Wij leven samen als broeders. Dat is een familie, dat is zoals een gezin. Als een medebroeder wordt

beschuldigd van misbruik, dan weet u niet wat u overkomt. Er is dus geen sfeer in een gemeenschap als de onze van oh die of die. Ik weet niet goed wat u bedoelt. Mijn ervaring is heel beperkt, maar ik heb begrepen dat u in de loop van de komende weken ook andere oversten zult ontvangen die allicht meer ervaring hebben en misschien kunt u die vraag aan hen stellen.

Koen Geens (cd&v): Mijnheer Thunus, ik heb nog een vraag voor u.

Je suis d'accord avec vous, ce n'est pas uniquement une question de l'Église. Comme je l'ai souligné, je crois que l'omerta règne partout.

U was, denk ik, werkzaam in Ierland en misschien hebt u daar interessante lessen met betrekking tot de strijd tegen het seksueel misbruik op kinderen geleerd. Vandaar mijn vraag of u ons wat inzicht zou willen geven in uw bijzondere ervaringen op internationaal vlak.

Mevrouw Kerckhof, welke rol kunnen de psychiatrische ziekenhuizen toegewezen krijgen in de organisatie van traumapsychologische herstelbehandelingen voor recente of historische slachtoffers? Het is niet uitgesloten dat onze commissie in de richting gaat van sterke aanbevelingen met betrekking tot de bekostiging van psychiatrische hulp voor historische slachtoffers.

We hebben al een paar keer aan andere experts gevraagd of de middelen, de technieken, het personeel, de competentie hiervoor beschikbaar zijn. Het is gemakkelijk om dat in een aanbeveling te schrijven, maar wie zal dat allemaal doen? Dat is mijn vraag aan u.

De voorzitter: Dat is een heel interessante vraag.

Robert Thunus: Au niveau international, on a effectivement pu bénéficier de l'expérience de l'Irlande, de l'Écosse, où les cas ont été dénoncés beaucoup plus tôt. Évidemment, la question se pose surtout à travers la justice puisque je crois que les cas ne sont pas prescrits là-bas. Cela passe donc automatiquement à travers la justice, la bataille entre avocats, les compensations... Cela peut prendre plusieurs années aussi. Ce qu'on peut donc faire, c'est collaborer ouvertement avec la justice.

Maintenant, l'autre aspect est la prise de conscience des frères eux-mêmes. Actuellement, il nous reste huit frères en Irlande, à Dublin. Voici deux à trois ans, il y a eu tout un travail de relecture de leur histoire, depuis leur fondation il y a 150 ans, je vais dire, jusqu'à maintenant, avec un livre qui a

été édité pour faire honneur à l'histoire de l'éducation mariste en Irlande. Il y a tout un chapitre qu'ils ont abordé: les cas d'abus dans notre propre congrégation. Il y a donc eu tout un dialogue avec les frères qui, eux aussi, tombaient des nues en apprenant qu'un confrère avait abusé d'une dizaine de victimes. Ils tombaient des nues! Et je dois dire, ayant vécu moi-même trois ans en Irlande dans une communauté, que j'ai pu percevoir le traumatisme des frères eux-mêmes. On a envie de disparaître de la circulation, comme frère, comme religieux, tellement cela les a marqués.

Mais je pense qu'ils ont pu faire un travail sur eux-mêmes en relisant cette histoire d'abus et en l'intégrant. Et je pense qu'aussi bien l'Irlande, les États-Unis que l'Écosse ont influencé fortement la prise de position de la congrégation internationale pour prendre des mesures assez fortes. Je crois que, là, on a bénéficié de cette expérience.

Mieke Kerckhof: Mijnheer Geens, ik ga nu in op uw tweede vraag. U spreekt over de rol van psychiatrische ziekenhuizen. Wij kunnen dat misschien ook verbreden naar de rol van psychologen in het algemeen. Niet iedereen met een psychisch trauma moet immers residentieel worden behandeld.

Het is, ten eerste, belangrijk om mee te geven dat het goed zou zijn dat slachtoffers bij wie wij merken dat zij echt vast zitten, worden bemoedigd om de stap te zetten. Dat is een belangrijk gegeven, want het blijft nog altijd enigszins een taboe om toe te geven dat men het alleen niet kan. Daarmee geef ik niet aan dat alle slachtoffers psychologische hulp nodig hebben. Wezenlijk is dat zij worden aangehoord, dat zij worden geloofd, dat zij de kwetsbaarheid, die zij met zich meedragen, kunnen delen en dat mensen het sterke, goede en mooie bemoedigen dat in hen leeft, teneinde verder aan de slag te gaan met de kwetsuur die hen tekent. Het taboe helpen doorbreken en mensen bemoedigen die het niet alleen aankunnen, is dus belangrijk.

Ik heb bij het begin niet meegegeven dat ik tot de Zusters van de Barmhartigheid Jesu behoor. Wij zijn gesticht met als enige opdracht de zorg voor psychiatrische patiënten. Vanuit mijn persoonlijke ervaring, vijftien jaar begeleiding in de pastorale dienst in ons ziekenhuis, heb ik heel veel verhalen beluisterd. Daarom treft die problematiek mij erg.

Ik heb echter sterke mensen ontmoet. Ik ben dan ook blij dat u de vraag stelt, omdat een van de manieren om de veerkracht van mensen aan te wakkeren en te versterken, net de omgeving is. De vraag is dan inderdaad of wij, de kerk, ook op dat

vlak niet ondersteunend kunnen zijn en niet alleen maar moeten doorverwijzen, maar ook – het idee is hier al gevallen – de betaling van het remgeld mee moeten helpen dragen voor mensen die dergelijke hulp zoeken.

Het is een weg die voor velen helend zou kunnen zijn, maar die voor sommige mensen niet evident is. Het bespreekbaar maken is immers al niet gemakkelijk. Het zijn moedige mensen die momenteel de stem zijn, voor zichzelf en voor anderen. Ik kan alleen maar iedereen uitnodigen om daarin ondersteunend te zijn.

Robert Thunus: Peut-être un élément de réponse aussi. Connaissant un peu le travail de mes prédécesseurs, quand ils recevaient une victime en écoute, ils écoutaient d'abord son histoire jusqu'au bout puis lui demandaient: "Qu'est-ce que vous souhaitez? Ce qu'on peut vous proposer, c'est une thérapie". Systématiquement, cette proposition était faite. Elle était prise ou pas, mais toujours offerte. Certaines victimes s'avançaient vers nous simplement pour proclamer les faits en disant: "Je voudrais surtout que cela n'arrive pas à d'autres". Et elles s'arrêtaient là. Elles avaient été écoutées, elles faisaient confiance, elles voulaient surtout que d'autres victimes ne puissent pas arriver.

Les demandes des personnes victimes d'abus peuvent être à des niveaux très divers. Mais en tous cas il faut toujours ouvrir la porte vers une voie thérapeutique. Dans ce cas-là, on payait les sessions, on ne parlait même pas de ticket modérateur, on payait l'intégralité. Je pense qu'aujourd'hui c'est certainement une proposition qui pourrait être faite: proposer systématiquement des sessions thérapeutiques. Il y a suffisamment de professionnels pour les accueillir.

La présidente: Merci. Y a-t-il d'autres questions?

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): We hebben het daarnet gehad over het aanscherpen van de regels in het canonieke recht over broeders en priesters die naar het buitenland zijn gestuurd.

Als dat vandaag nog altijd het geval is en de oversten hebben niet ingegrepen, wat kan er dan gebeuren? Kunnen jullie vanuit de Unie nog initiatief nemen, die oversten daarop aanspreken?

Wat voorziet het canonieke recht naar sancties toe wanneer een overste in strijd met het canonieke recht niet optreedt en de situatie laat bestaan?

Frederic Testaert: Het is natuurlijk heel moeilijk omdat ik niet weet over welk geval u concreet spreekt. Wie heeft die beslissing genomen? U hebt waarschijnlijk iemand in gedachten. Normaal

gezien hangt zo'n beslissing af van hoe de congregatie gestructureerd is.

Als het gaat om een gecentraliseerde congregatie met een generale overste in Rome, een provinciale overste hier, wie heeft dan de beslissing genomen om de religieus naar het buitenland te sturen, bijvoorbeeld Afrika? Is dat de provinciale overste in overleg met de generale overste of is dat de provinciale overste alleen? Dat weet ik niet. Dat hangt een beetje van congregatie tot congregatie af en hoe die gestructureerd is.

Welke overste heeft die beslissing genomen? Als het gaat om een provinciale overste kan dat aangekaart worden bij de generale overste van die congregatie of eventueel via de Dicasterie voor het Godgewijde leven in Rome. Zuster Mieke haalde al aan dat er in Rome een soort van dienst is, een soort van ministerie voor de religieuzen. Een van de zaken waarmee die dienst zich bezighoudt, is juist misbruik. Het hangt er dus een beetje vanaf hoe die congregatie gestructureerd is. Als er een generale overste is, moet dat aangekaart worden bij de generale overste. Als hij de beslissing genomen heeft of is betrokken in die beslissing of er weet van heeft, moet dat naar de Dicasterie voor het Godgewijde leven gaan.

Mijn ervaring is echter heel beperkt. Ik weet niet hoe het er daar concreet aan toe gaat. Die aanscherping van de wetgeving, waarin dat voorzien is, dateert van 2021 meen ik. Is dat ooit toegepast? Ik weet het niet.

Het hangt dus een beetje af van: over wie gaat het; wie heeft de beslissing genomen?

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Het is inderdaad een complex iets, ook voor ons. Wij weten nog iets minder van het canoniek recht dan u. Om niet te zeggen dat het niet onze specialiteit is. Wij horen graag van jullie hoe het in elkaar zit.

Mijnheer Testaert, ik wil nog even terugkomen op hoe er in uw omgeving, binnen uw orde, wordt omgegaan met seksueel misbruik wanneer men ermee geconfronteerd wordt.

Wij hebben weet van een vroegere abt die ook veroordeeld is. U zult wel weten over wie het gaat. Ik moet de naam niet noemen, meen ik? Wij hebben informatie gekregen dat toen die persoon overleden is er blijkbaar op een gedenksteen heel positief over geschreven is.

Hoe gaat men om met zoiets, vanuit uw congregatie of vanuit uw orde? Hebt jullie iets te zeggen over wat er dan op een gedenksteen staat als zo iemand die strafrechtelijk veroordeeld is,

overlijdt?

Frederic Testaert: Ik weet niet over wie u het hebt. Ik behoor tot de orde van de norbertijnen. Ik weet niet...

Misschien kunt u de naam noemen van de betrokken abt? Ik weet dat één abdij van onze orde, in Ierland, verdwenen is ten gevolge van één medebroeder van die abdij die pedofiel was en die heel veel kinderen misbruikt heeft. Die man is dertig jaar geleden overleden in de gevangenis. Die abdij heeft de slachtoffers moeten vergoeden, uiteraard. En die abdij bestaat niet meer.

Ik weet dus niet over wie u het hebt. Bij mijn weten is er geen gedenksteen van...

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Het was een ereabt van de abdij van Postel.

Frederic Testaert: Van mijn abdij? Een gedenksteen? Ik val uit de hemel.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Ik zeg niet dat hij bij u staat, die gedenksteen. Dat is informatie die wij gekregen hebben.

Frederic Testaert: Ik weet van niets.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): De persoon is overleden in Afrika, nadien.

Frederic Testaert: Neen, dat is niet juist, dat is *fake information*. Een abt van mijn abdij die misbruiker geweest zou zijn, zou een gedenksteen hebben gekregen? Ik weet niet waar die informatie vandaan komt. Uw bron is niet juist.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Niet juist. Meer details zal ik hier niet bekendmaken.

Frederic Testaert: Dat kunt u misschien doorgeven aan uw bron: het is fakenieuws.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): We zullen het zo doorgeven.

De **voorzitter**: Vraagt iemand nog het woord? (Nee)

Geachte sprekers, ik dank u voor uw komst naar onze commissie, voor de antwoorden die u hebt gegeven en voor de suggesties die u hebt geformuleerd.

Collega's, wij besluiten onze werkzaamheden voor vandaag.

*La réunion publique de commission est levée à
17 h 29.*

*De openbare commissievergadering wordt
gesloten om 17.29 uur.*

Lecture faite, persiste et signe,

.....
Robert Thunus

Na lezing, volhardt en tekent,

.....
Mieke Kerckhof

Na lezing, volhardt en tekent,

.....
Frederic Testaert